LE MENSUEL DU SNIA-IPR
n°48 - Novembre 2026
L'essentiel de l'actualité institutionnelle, réglementaire et professionnelle des IA-IPR.

À retenir ce mois-ci

Métier — *titularisation des IA-IPR stagiaires 2025-2026 et intégration directe d'une personnelle de direction en EVS (décret du 29 octobre), nouvelle CAPN (arrêté du 8 octobre), concours IA-IPR 2027 : dossier de RAEP à déposer au plus tard le 3 décembre 2026.*

Actualité — *budget 2027 : hausse de 7,0 % des frais de déplacement des personnels d'inspection (+803 545 €) et de 3,1 % du RIFSEEP, sans indication sur la répartition par catégorie.*

Système éducatif — *décret du 14 octobre sur le questionnaire violences sexistes et sexuelles, calendriers 2027 des épreuves (BTS, certifications en langues, baccalauréat français international), mouvement national à gestion déconcentrée de la rentrée 2027.*

Mesures nominatives — *renouvellement de cinq DASEN et d'un DAASEN, nomination de deux DAASEN, V. Cabuil nommée médiatrice de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur.*

Publications — *dépenses d'éducation en 2025 (DEPP), rapport annuel et revue stratégique de la DGAFP, inégalités scolaires, santé mentale des adolescents.*

Jurisprudences — *frais kilométriques : l'agent doit justifier la réalité de ses déplacements (TA de Pau).*

ACTUALITÉ

1er septembre 2026 — Débat parlementaire sur le budget 2027
Mission « Enseignement scolaire », second degré public : voir le projet annuel de performance du BOP 141 (second degré). *À noter : les frais de déplacement des personnels d'inspection passent de 11 511 679 € à 12 315 224 € (+803 545 €, +7,0 %). Autre hausse, le RIFSEEP : de 417,3 M€ à 430,1 M€ (+12,8 M€, +3,1 %). Aucune indication sur la répartition par catégorie.*

MÉTIER

1er octobre 2026 — Concours de recrutement des IA-IPR — session 2027
Ouverture des inscriptions (jusqu'au 25 novembre 2026, 12 h). Pour l'épreuve d'admissibilité, le dossier de RAEP est à téléverser dans l'espace candidat de l'application Cyclades (rubrique « Mes justificatifs ») au plus tard le jeudi 3 décembre 2026.

29 octobre 2026 — Commission administrative paritaire nationale des corps d'inspection
Arrêté du 8 octobre 2026 portant nomination à la CAPN compétente à l'égard des IA-IPR, des IEN et des inspecteurs de la jeunesse et des sports.

30 octobre 2026 — Titularisation des IA-IPR stagiaires 2025-2026
Décret du 29 octobre 2026 portant titularisation dans le corps des IA-IPR stagiaires 2025-2026 et intégration directe de Mme B. Lacoste, personnel de direction, dans le corps des IA-IPR, spécialité EVS.

SYSTÈME ÉDUCATIF

Textes généraux

1er octobre 2026 — Rémunération des intervenants dans les jurys d'examens
Arrêté du 22 septembre 2026 modifiant l'arrêté du 13 avril 2012 (activité accessoire liée au fonctionnement des jurys d'examens).

1er octobre 2026 — Sections binationales bachibac
Note de service du 7 septembre 2026 : programme limitatif de l'épreuve écrite de langue et littérature espagnoles, sessions 2028 et 2029.

1er octobre 2026 — Baccalauréat français international — calendrier 2027
Note de service du 21 septembre 2026 : épreuves du baccalauréat français international et épreuves relatives à la délivrance simultanée du baccalauréat et d'un diplôme étranger.

7 octobre 2026 — Concours interne de certifiés à affectation locale en Guyane (SVT) — 2027
Arrêté du 2 octobre 2026 autorisant l'ouverture du concours au titre de l'année 2027.

8 octobre 2026 — BTS — calendrier des épreuves communes, session 2027
Arrêté du 28 septembre 2026

8 octobre 2026 — Certifications en allemand, anglais et italien — session 2027
Note de service du 14 septembre 2026 : calendrier des épreuves orales et écrites.

8 octobre 2026 — Baccalauréat général — spécialité NSI
Note de service du 21 septembre 2026 : partie pratique de l'épreuve à compter de la session 2027.

8 octobre 2026 — Baccalauréat général — spécialité sciences de l'ingénieur
Note de service du 21 septembre 2026 : épreuve pratique à compter de la session 2027.

8 octobre 2026 — Terminale STI2D — spécialité 2I2D
Note de service du 1er octobre 2026 : épreuve pratique de l'enseignement de spécialité à compter de la session 2027.

15 octobre 2026 — Questionnaire violences sexistes et sexuelles
Décret n° 2026-954 du 14 octobre 2026 : les établissements publics et privés sous contrat doivent proposer aux élèves des questionnaires visant à améliorer la prévention, la détection et la prise en charge des violences sexistes et sexuelles, ainsi que la connaissance des situations de harcèlement scolaire.

15 octobre 2026 — Baccalauréat français international — contrôle continu
Note de service du 3 septembre 2026 : évaluations spécifiques de contrôle continu pour les candidats préparant l'option internationale du baccalauréat.

28 octobre 2026 — Établissements du second degré privés sous contrat d'association
Arrêté du 16 octobre 2026 fixant le montant de la contribution de l'État aux dépenses de fonctionnement des classes.

29 octobre 2026 — Mobilité des personnels — rentrée 2027
Note de service du 20 octobre 2026 : règles et procédures du mouvement national à gestion déconcentrée des enseignants du second degré, des personnels d'éducation et des psychologues de l'éducation nationale.

29 octobre 2026 — Programme national d'œuvres de français — année scolaire 2027-2028
Note de service du 7 octobre 2026

Mesures nominatives

13 octobre 2026 — Renouvellement de cinq DASEN et d'un DAASEN
Décret du 12 octobre 2026 : F. Fulgence (Hauts-de-Seine), Ch. Gautherot (Paris), P. Gros (Isère), T. Aumage (Ardèche), E. Bourel (Meurthe-et-Moselle) ; DAASEN : N. Magnin (Rhône).

13 octobre 2026 — Nomination de deux DAASEN
Décret du 12 octobre 2026 : G. Dreyer (Loire-Atlantique) et J.-B. Mayenson (Pas-de-Calais).

29 octobre 2026 — Médiation de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur
Arrêté du 22 octobre 2026 : Mme V. Cabuil, IGÉSR, est nommée médiatrice pour trois ans, à compter du 4 novembre 2026.

PUBLICATIONS & RAPPORTS

31 juillet 2026 — Ce que l'écriture scolaire laisse en mémoire chez les apprenants
Messaoudi, FBB., Similowski, K., Didactiques & disciplines, 2026, dossier « Apprendre à se souvenir : enjeux et pratiques de la mémorisation des savoirs scolaires », n° 4 (8), p. 50-71.
À retenir : étude d'écrits de souvenirs scolaires de rédaction produits par des élèves du secondaire et des étudiants. Ces écrits relèvent moins d'une remémoration que d'une reconstruction de l'expérience scolaire. Les affects négatifs dominent, liés au poids des normes linguistiques et évaluatives ; le plaisir et la confiance sont associés à des situations de réussite ou de liberté. Les auteurs soulignent l'intérêt didactique de ces écrits pour analyser l'appropriation de l'écriture.

24 septembre 2026 — Inégalités scolaires : approche croisée entre sociologie et psychologie cognitive
Girard, C., Morel, S., Prado, J., Inégalités scolaires : approche croisée entre sociologie et psychologie cognitive, Presses universitaires de Lyon.
À retenir : sociologues et psychologues cognitivistes dialoguent, dans un travail de coécriture, pour dépasser les explications monocausales des inégalités scolaires. L'ouvrage explore les interactions entre environnement familial, développement cognitif, pratiques pédagogiques et apprentissages (lectures partagées, école maternelle, difficultés d'apprentissage de la lecture, dyslexie).

29 septembre 2026 — 199,2 milliards d'euros consacrés à l'éducation en 2025 (DEPP)
Bagot, L., Dutey, C., De Fornel, C., Liogier, V., Rousseau, S., « En 2025, 199,2 milliards d'euros consacrés à

l'éducation, soit 6,7 % du PIB », Note d'information n° 26-42, DEPP.
À retenir : la part des dépenses d'éducation dans le PIB (6,7 %) est stable par rapport à 2024. L'État finance 55 % du total, les collectivités territoriales 23 %, les entreprises 10 %, les ménages 8 % et les autres administrations publiques 4 %. La dépense moyenne par élève ou étudiant s'établit à 11 140 € (9 440 € dans le premier degré, 11 780 € dans le second degré, 13 350 € dans le supérieur).

14 octobre 2026 — Santé mentale des adolescents et mobilisations lycéennes
Davisse-Paturet, C., Melchior, M., « Santé mentale des adolescents et mobilisations lycéennes, des causes communes ? », The Conversation.
À retenir : les auteures mettent en regard les difficultés psychologiques de nombreux jeunes, dès le collège et davantage chez les filles, et leur ressenti de la scolarité : pression, effet de Parcoursup, classes surchargées.

15 octobre 2026 — Rapport annuel sur l'état de la fonction publique — édition 2026 (DGAFP)
DGAFP, Rapport annuel sur l'état de la fonction publique — édition 2026.
À retenir : bilan de l'évolution de l'emploi public, des flux de personnels, des rémunérations, de la formation, du temps de travail et de son organisation ; la version détaillée met les résultats annuels en perspective avec des tendances sur de plus longues périodes.

19 octobre 2026 — Quel modèle de fonction publique voulons-nous à l'horizon 2050 ? (DGAFP)
DGAFP, revue stratégique, « Quel modèle de fonction publique voulons-nous à l'horizon 2050 ? ».
À retenir : trois défis : réussir un renouvellement démographique sans précédent, s'adapter aux grandes transitions pour garantir la résilience des services publics, concilier exigence de qualité et contrainte budgétaire durable. Trois modèles d'évolution : aligner la fonction publique sur le droit du travail ; renforcer ses spécificités et son unité autour d'un cadre statutaire et de filières professionnelles communes aux trois versants ; conserver l'architecture actuelle en organisant plus clairement la dualité entre statut et contrat.

JURISPRUDENCES

15 octobre 2026 — Tribunal administratif de Pau, n° 2401163 — frais kilométriques et justificatifs

Situation : M. B., professeur des écoles spécialisé, demande par recours gracieux du 27 décembre 2023 un complément de remboursement de frais kilométriques de 1 439,59 € (septembre 2021 à décembre 2023). Le silence de l'administration valant rejet, il en demande l'annulation pour défaut de motivation et le paiement sous astreinte. **Rejet.**

Apport : une décision implicite de rejet n'est pas illégale faute de motifs lorsque l'agent n'a pas demandé la communication de ceux-ci. Sur le fond, un agent autorisé à utiliser son véhicule personnel pour les besoins du service a droit aux indemnités kilométriques, à condition de justifier la réalité de ses déplacements. Le tribunal admet que M. B. était autorisé de façon générale, sans autorisation préalable pour chaque trajet, et que l'épuisement des crédits ne pouvait lui être opposé ; mais il n'a produit que des tableaux de trajets établis par lui-même, sans justificatifs.

Utilité : décision utile pour les agents en déplacement (décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006) : le droit au remboursement suppose de pouvoir justifier chaque déplacement.

AGENDA

4 novembre 2026 — Conseil national du SNIA-IPR

Numéro réalisé par Mohammed Darmame, IA-IPR EVS